

# Dossier

valenton • 188



## TROP CHÈRE LA VIE!



- LE POUVOIR D'ACHAT EN BERNE
- EVITER L'EXCLUSION
- POUR LA CGT, LA SITUATION EST GRAVE

# Le pouvoir d'achat en berne

52% des Valentonnais placent le pouvoir d'achat en tête de leur préoccupation. Un phénomène national qui prend de l'ampleur sans que le gouvernement cherche de vraies solutions.



Le mot d'ordre «travailler plus pour gagner plus», sur lequel Nicolas Sarkozy a fait campagne, paraît de plus en plus pour ce qu'il est : une tromperie. A mi-mandat, pas l'ombre d'un gain supplémentaire de salaire pour le plus grand nombre, mais une dégradation continue du pouvoir d'achat. Un thème devenu au fil du temps le cheval de

bataille des Français. A Valenton, 52 % des habitants l'ont ainsi placé en tête de leur préoccupation. Car les chiffres le démontrent, la situation économique des foyers se dégrade. 30 % des salariés gagnent moins de 956 euros nets par mois pour les hommes et 617 euros pour les femmes. 50 % gagnent moins de 1 368 euros nets par mois pour les

hommes et 1 115 euros pour les femmes. Parallèlement, les prix à la consommation n'ont jamais été aussi élevés, mis à part ceux des écrans plats ou autres équipements informatiques. Mais qui peut se targuer d'acheter ce type de bien fréquemment ? Contrairement à la baguette de pain quotidienne qui, de son côté, a connu une

hausse de prix de 22 % entre 2001 et 2009. Loin d'être une exception, elle vient remplir la longue liste des augmentations supportées. Le loyer, l'essence, l'électricité, la nourriture ou encore la mutuelle pèsent chaque année plus fortement dans le budget des ménages. A tel point que certains n'arrivent plus à s'acquitter de ces dépenses dites incompressibles. Ce qui est loin d'être le cas des grands patrons du CAC 40 dont les salaires apparaissent indécents pour le grand public, sans parler des stock-options et autres parachutes en or massif de certains PDG. Le président de la République n'a pas non plus trop à se plaindre avec son salaire mensuel de 19 000 euros. La vérité, c'est que les inégalités explosent : les 10 % de ménages les plus pauvres possèdent un patrimoine de 2 110 euros en moyenne, alors que les 10 % de ménages les plus riches possèdent 450 000 euros. Des chiffres à méditer sur le chemin du travail... ■

## « Citation du mois »

*« Depuis des années, on vous dit que votre pouvoir d'achat augmente. C'est faux. Je veux être le président du pouvoir d'achat. Pour cela, je permettrai d'abord à ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de le faire, dans le secteur privé comme dans le secteur public ».*

**Nicolas Sarkozy - le 14 janvier 2007**

Président de la République française. Ancien membre du syndicat de la faculté de droit GUD (Groupe union droit), ancien avocat, ancien maire de Neuilly-sur-Seine, ancien député, ancien chargé de mission pour la lutte contre les risques chimiques et radiologiques au ministère de l'Intérieur, ancien membre du bureau politique du RPR, ancien porte-parole du gouvernement, ancien ministre du Budget, de l'Intérieur puis de l'Économie et des Finances, ancien président du Conseil général des Hauts-de-Seine...

*Le prix de la baguette a augmenté de 22% entre 2001 et 2009*



Cette année encore, les Restos du Cœur seront au rendez-vous pour aider les familles démunies.

## 39 000 euros

En 2008, le Centre Communal d'Action Sociale a accordé 39 000 euros d'aides aux Valentonnais les plus en difficulté, dont :

- 39 % pour des impayés d'énergie
- 30 % pour des chèques alimentaires
- 12 % pour des colis alimentaires
- 12 % pour des aides diverses telles que le paiement de l'assurance habitation, d'une facture ponctuelle ou encore pour une formation
- 4 % autres (habillement, cantine...)
- 3 % pour des aides au transport.

# Eviter l'exclusion

La conseillère en économie sociale et familiale aide les Valentonnais en difficulté à gérer leur budget et prévoir leurs dépenses. Mais pas seulement. Zoom sur les missions de cette travailleuse sociale.

**743** familles valentonnaises vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins de 817 euros par mois. 543 d'entre elles ne perçoivent que les minima sociaux. Logement, alimentation, santé, habillement : comment faire face à ces besoins fondamentaux avec des revenus aussi faibles ? Ophélie Gomez, conseillère en économie sociale et familiale, est justement là pour aider les familles en difficulté à gérer leur budget. «*Je*

*les aide à faire le bon choix en fonction de leurs besoins, de leurs goûts et, bien sûr, de leurs revenus. Le cas échéant, je peux les aider à monter un dossier de surendettement ou négocier un délai voire un étalement de paiement auprès de leur créancier*». Perte d'emploi, maladie, accident, rupture familiale, décès... Les causes de la spirale du surendettement sont multiples. Si l'on ajoute à cela l'inflation des prix à la consommation, les familles, parfois déjà en difficulté financière, ne s'en sortent plus. «*Les impayés locatifs se multiplient parallèlement à la généralisation des surloyers pour les familles dont les ressources dépassent, ne serait-ce que légèrement, les plafonds d'attribution des logements*». Ophélie Gomez reçoit également beaucoup de personnes dont l'électricité, le gaz ou l'eau ont été coupés. «*En général, les gens viennent quand ils n'ont plus d'autre issue. Pourtant, il vaut mieux prendre les devants quand on voit qu'on ne pourra régler une facture d'énergie. Nous ne pourrions que mieux négocier avec les organismes*».

Autre fléau : les crédits revolving dont les taux assassins flirtent avec les 20 %. Seule une minorité d'entre eux

résultent d'une consommation dite compulsive. La plupart sont contractés simplement pour régler les factures ou acheter à manger. Une chose est sûre, les situations de précarité durable ont augmenté ces dernières années, à Valenton comme ailleurs. «*Mon rôle est d'aider les Valentonnais à s'en sortir, à reprendre leur vie en main. Je ne peux pas faire les choses à leur place mais je suis là pour les écouter, les orienter et les soutenir dans leurs démarches*». Avec toujours le même objectif : éviter l'exclusion des familles. ■

*743 familles valentonnaises vivent avec moins de 817 euros par mois*

## QUOTIENT FAMILIAL

Pour l'année scolaire 2008-2009, 833 familles valentonnaises ont fait calculer leur quotient familial. «*60% de ces familles se situent dans les 4 premières tranches du quotient qui en compte 10, souligne Martine Cortana, responsable de la direction famille et action sociale. Les familles aux revenus faibles sont donc les premières utilisatrices du quotient. Pour autant, nous avons constaté ces deux dernières années que les familles aux revenus corrects voire élevés, correspondant aux tranches 8 et 9 du quotient, participaient davantage aux sorties à la mer et dans les parcs d'attraction*». Un phénomène nouveau qui confirme que les classes moyennes sont de plus en plus touchées par la hausse du coût de la vie.

# Les prix flambent !!!

Vous vous en étiez sûrement rendu compte. Ces dernières années et plus particulièrement depuis le passage à l'euro, les prix ont littéralement flambé. Votre magazine s'est penché sur ces augmentations qui peuvent parfois atteindre plus de 50% pour certains postes de la vie quotidienne. Un constat édifiant pour notre porte-monnaie.



## Alimentation

### Baguette de pain

2001 : 0,66 euro  
(4,30 francs)

2009 : 0,85 euro (5,60 francs)

**+ 22%**

### Le kilo de pommes de terre

2001 : 1,11 euro (7,30 francs)

2009 : 0,80 euro (5,20 francs)

**- 39%**

### Paquet de café

2001 : 2,23 euros (14,60 francs)

2009 : 2,54 euros (16,60 francs)

**+ 12%**



## Loisirs

### Place de cinéma (plein tarif en Île-de-France)

2001 : 8 euros (52,50 francs)

2009 : 10 euros (65,60 euros)

**+ 25%**



## Logement

### Prix du m<sup>2</sup> à Bordeaux

2001 : 1 200 euros (7 871 francs)

2009 : 2 700 euros (17 710 francs)

**+ 55%**

### Prix du m<sup>2</sup> à Paris

2001 : 2791 euros (18 308 francs)

2009 : 6000 euros (39 357 euros)

**+ 54%**



## Transport

### Ticket de métro

2001 : 1,30 euro  
(8,50 francs)

2009 : 1,60 euro (10,50 francs)

**+ 19%**

### Carte orange (Zone 1-3)

2001 : 59 euros (387 francs)

2009 : 74,40 euros (488 francs)

**+ 21%**

### Ticket de bus STRAV à l'unité

2001 : 1,10 euro (7,2 francs)

2009 : 1,70 euro (11,15 francs)

**+ 35%**



## Energie

### Carburant (plein de gazole de 45 litres)

2001 : 35,55 euros (233 francs)

2009 : 44,10 euros (289 francs)

**+ 19%**

### Electricité (Prix HT du kWh)

2001 : 0,05 euro (0,33 franc)

2009 : 0,104 euro (0,68 franc)

**+ 52%**



## Vie courante

### Timbres

2001 : 0,46 euro (3 francs)

2009 : 0,56 euro (3,70 francs)

**+ 18%**

### Tabac

2001 : 3,35 euros (22 francs)

2009 : 5,60 euros (36,70 francs)

**+ 40%**



## A QUI LA FAUTE ?

Selon un sondage réalisé en 2008 par l'institut TNS Sofres, le passage à l'euro est le principal responsable de la baisse du pouvoir d'achat pour les Français. A la question «*Selon vous, qu'est-ce qui explique le mieux le fait que le pouvoir d'achat des Français ait baissé ou stagné ces dernières années ?*», 57 % des personnes interrogées ont jugé le passage à l'euro responsable. 16 % accusent la stagnation des salaires, 12 % l'augmentation du prix des produits pétroliers... Depuis le passage à l'euro, les tarifs des grandes surfaces ont en effet curieusement augmenté. Un produit vendu 8,90 francs avant 2002 coûtait 1,49 euro (9,77 francs) un an après, soit une augmentation de 10% ! La perte de repères due au passage de l'euro a été une véritable aubaine pour les grandes enseignes.

# Ce qu'ils en pensent

Le pouvoir d'achat est au cœur de toutes les conversations. Comment a-t-il évolué ces dernières années ? Quels sont les postes de dépenses les plus importants ? Que faudrait-il pour améliorer la situation ? Six Valentonnais témoignent.



## «On est retourné au temps des privilèges de la monarchie absolue»



«Depuis le passage à l'euro, les prix ont flambé. Nos salaires par contre n'ont pas bougé ! Une fois qu'on a payé toutes les dépenses incompressibles comme le crédit de la maison, l'électricité, le chauffage, le carburant, les assurances etc., il ne nous reste plus grand-chose pour vivre. Et le gouvernement ne fait que rajouter des taxes ! On a du mal à s'en sortir et pourtant on n'a droit à aucune aide. Il paraît qu'on gagne trop ! Le seul coup de pouce que nous ayons, c'est le

remboursement par le Conseil général de la moitié de la carte Imagin'R de mon fils. Il vient d'entrer dans une école d'ingénieurs à Paris. Nous avons contracté un crédit à la banque pour payer les frais de scolarité de 5 000 euros. Je n'ai qu'une peur, c'est de ne pas pouvoir emprunter de nouveau l'année prochaine. Les écoles sont vraiment trop chères. On dit que l'artisanat n'est pas assez valorisé en France. Mais quand on connaît le coût des outils que les parents doivent acheter pour que leur enfant entre en CAP ébénisterie par exemple, cela ne m'étonne pas ! Combien de jeunes ne peuvent intégrer la filière qu'ils souhaitent parce que leurs parents n'ont pas les moyens ? Mon fils est conscient de la chance qu'il a. Et je ne le vois pas comme un sacrifice. J'espère qu'il trouvera du travail à l'issue de ses études et qu'il sera payé à la hauteur des efforts que nous aurons tous fournis pendant ces cinq années. Sinon c'est vraiment décourageant pour les jeunes. Sarkozy s'est accordé une confortable augmentation mais pour le peuple : rien ! Il y a de l'argent dans ce pays mais il n'est pas pour nous ! On vit une forme d'esclavage moderne : on travaille pour pas grand-chose pendant que les patrons s'en mettent plein les poches. On est retourné au temps des privilèges de la monarchie absolue. Le dauphin, Jean Sarkozy, bénéficie d'ailleurs du népotisme ambiant au gouvernement. Il y a un mépris total du peuple. Où est passée la solidarité ? Je suis de nature optimiste et pourtant maintenant l'avenir me fait peur».

Catherine Hache

## «La classe moyenne s'appauvrit»



«Mon mari et moi travaillons tous les deux et avons trois enfants. Je considère que nous appartenons à la classe moyenne. Pourtant, les fins de mois sont difficiles et nous avons de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Nous devons faire attention à toutes nos dépenses et ne partons jamais en vacances en famille. Je trouve qu'on faisait plus de choses avant avec 500 francs. Aujourd'hui, pour 100 euros, on n'a plus rien

dans le caddie ! Et les salaires ne suivent pas. Nous ne percevons aucune aide, alors entre le loyer, les impôts et les factures, on ne s'en sort pas. Il n'y a pas de place pour les futilités ou les produits de marque dans notre budget. Ce n'est pas toujours facile à faire comprendre aux enfants. Je ne sais pas ce que l'avenir leur réserve mais c'est déjà tellement difficile pour nous. J'ai peur pour eux. Quand je vois toutes les personnes qui ont passé leur vie à travailler et qui se retrouvent avec des retraites minables, cela me fend le cœur. C'est révoltant. Notre société va droit dans le mur».

Oumy Keita

## «Quand on pense qu'il suffirait que l'Etat baisse ses taxes»



«Mon pouvoir d'achat a baissé ces dernières années. En partie à cause de l'euro. Je m'en rends compte dès que je vais faire mes courses. Avec 50 euros, j'ai du mal à acheter de quoi manger pour la semaine alors que nous ne sommes que deux ! Imaginez les

familles nombreuses ! En tant que retraité, je m'estime moins touché que les actifs même si nos pensions n'augmentent pas beaucoup. La vie des actifs est quand même plus difficile que ce que nous avons connu. Les entreprises ferment à tour de bras, les produits de

première nécessité n'arrêtent pas de flamber et les impôts augmentent sans cesse. Quand on pense qu'il suffirait que l'Etat baisse ses taxes pour que les Français gagnent en pouvoir d'achat. Ça paraît si simple et pourtant rien ne bouge».

Auguste Romud

## LE « PTI'NOIR »... UN PEU FORT DE CAFÉ !

Les meilleurs arabicas du monde ne sauraient nous faire oublier le prix du petit noir.

D'un arôme à l'autre, force est de constater que depuis l'imposition de l'euro, pour sacrifier à ce rituel... c'est le porte-monnaie qui boit la tasse ! Au gré des comptoirs c'est entre 1,20 euro et 2,20 euros, qu'il faut déboursier pour le déguster.

Mais il est malheureusement de plus en plus fréquent de le payer encore plus cher. A Paris, en particulier, au comptoir ou en terrasse, avec ou sans friandise, le prix du pti'noir peut atteindre entre 3 et 3,50 euros.

Ce qui fait tout même la tasse à 25 frs : le prix d'un paquet de café.

Et en plus maintenant vous n'avez même plus le droit de le consommer en fumant votre cigarette.

De quoi aussi rester sceptique sur l'impact de la réduction de la TVA (5,5% contre 19,6%) sur les prix dans le secteur de la restauration.

## «Il faut repenser une nouvelle politique qui serait celle du partage»

«Depuis quelques années déjà, surtout depuis que l'euro est passé, il n'est plus simplement question de pouvoir d'achat. Pour beaucoup de familles, il s'agit surtout de savoir comment faire pour se maintenir dans son logement et dans son travail (si l'on en a un) et de payer les factures qui, au passage, ne cessent d'augmenter. Les gens font maintenant très attention à ce qu'ils achètent, ils se font de moins en moins bernés par les publicités mensongères avec lesquelles ils sont agressés tous les jours. Ils

pratiquent le troc, les brocantes, les sites internet de ventes d'affaires d'occasion, et même si certains économisent difficilement un peu d'argent, la confiance n'est plus là pour le réinvestir quelque part. Tout cela s'explique en la quelle nous n'avons plus confiance. Les pouvoirs publics sont de plus en plus diminués, les entreprises se sauvent à l'étranger où la main-d'œuvre est moins chère, le chômage augmente de façon conséquente, les pauvres deviennent de

plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches... Il règne un climat d'inquiétude qui fait que les Français ne savent plus où ils vont. Il est donc difficile de s'engager et de prévoir quoique ce soit à long terme. Il y a une chose qui est certaine, c'est que nous entrons dans une nouvelle ère et qu'il faudrait réinventer, voire repenser une nouvelle politique qui serait celle du partage dans la considération de tous les citoyens qui composent la société française actuelle».

Fatima Alioui

## «Il faut réagir et manifester notre ras-le-bol»



«Le pouvoir d'achat, c'est bien simple, on ne parle que de ça ! On est obligé de tout calculer tellement les prix ont augmenté. Tout est cher : la nourriture, l'électricité, le loyer, l'essence... Et encore s'il n'y avait que ça. Chaque mois, il faut en plus payer la cantine, au moins 120 euros par enfant, la mutuelle : 200 euros...

Se soigner est presque devenu un luxe entre les dépassements d'honoraires et les remboursements. Depuis quelques années, les loisirs et les vacances passent au second plan quand on ne décide pas carrément de faire une croix dessus.

Heureusement, nous avons la chance d'habiter dans une commune qui fait beaucoup pour ses habitants au niveau de la culture et des loisirs. Les enfants peuvent partir en vacances en France ou à l'étranger sans que le coût soit trop élevé.

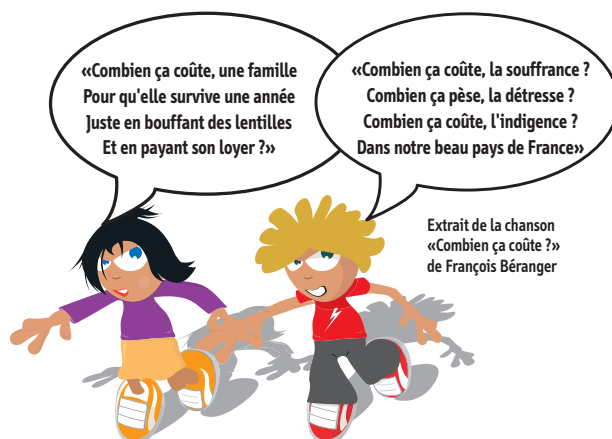
Pour beaucoup d'entre nous, la situation s'est vraiment dégradée ces dernières années mais le sentiment ambiant est plutôt à la fatalité. Au contraire, il faut réagir et manifester notre mécontentement. Ce qu'il faudrait c'est une grève générale qui paralyse le pays afin que le gouvernement comprenne notre ras-le-bol. Le plus grave dans tout ça, c'est que les jeunes sont complètement démotivés. Ils se demandent à quoi ça sert de faire des études si c'est pour finir au chômage ou bien toucher le SMIC».

Wassila Laifaoui et Maryvonne Allard



## LA GRATUITÉ À VALENTON

Voici un mot désormais peu usité dans notre société de consommation. Pourtant, à Valenton la gratuité a toujours un sens. De nombreux services publics (culture, sport, jeunesse, social, la bibliothèque, la PMI...) offrent en effet des prestations entièrement gratuites à la population. Des services qui permettent d'accéder à des activités sportives et culturelles, de s'éduquer, se soigner ou encore de bénéficier d'une assistance aux démarches administratives. La gratuité, c'est donc aussi de l'égalité et de la solidarité.



Extrait de la chanson  
«Combien ça coûte ?»  
de François Béranger



# Pour la CGT, la situation est grave

**Le pouvoir d'achat est une des préoccupations majeures des salariés et des consommateurs qu'ils soient actifs ou retraités. Comment en serait-il autrement après plusieurs années de modération salariale, de précarité galopante et d'une hausse des prix et des services ? Pour la CGT, la situation est grave.**

**L**a situation est grave et inquiétante. Pour beaucoup de ménages, il n'est déjà plus possible de faire face aux dépenses nécessaires à la vie quotidienne. Le pouvoir d'achat souffre d'attaques multiples dans trois domaines :

**1)** Celui des salaires qui sont trop bas. La solution n'est pas de travailler plus mais de relever le niveau de l'ensemble des rémunérations avec comme première exigence le SMIC à 1500 euros tout de suite ! Le SMIC n'est pas trop élevé, les salaires sont trop bas, tous doivent être augmentés ! Le gouvernement et le patronat portent une

lourde responsabilité dans le bas niveau des salaires en France : 1,5 million de salariés gagnent moins que le SMIC, 50 % des salariés moins de 1 500 euros par mois, les carrières sont écrasées, les qualifications et savoir-faire ne sont pas reconnus.

Le gouvernement n'avance toujours pas dans le conditionnement des allègements de cotisations sociales employeurs, alors même que ceux-ci sont à l'origine du phénomène de «trappe à bas salaires», tout en coûtant plus de 25 milliards d'euros au budget de l'Etat. La CGT réaffirme sa revendication d'un SMIC

à 1 500 euros, base à partir de laquelle toutes les grilles devraient être revalorisées.

**2)** Le poids des dépenses contraintes (logement, transport, éducation, énergies, etc....). Celui-ci est à un niveau tel que l'essentiel du budget y est consacré, cela d'autant plus que les remises en causes successives des services publics conduisent à des privatisations qui coûtent cher aux consommateurs et à un recul de la qualité des services.

**3)** La flambée des prix de l'alimentation de base (lait, farine, viande, etc.) et recul des remboursements de sécurité sociale avec

une multiplication des taxes et prélèvements. Il n'est pas étonnant de voir à nouveau les dossiers de surendettement se multiplier, mais aussi la pauvreté et l'exclusion. La réponse du gouvernement par la voix de Luc Chatel, secrétaire d'Etat à la Consommation, c'est concilier la liberté d'entreprendre et la protection du consommateur avec deux mesures qui répondent aux attentes du patronat et de la grande distribution à savoir, la réforme de la loi Galland. Réforme négociée avec la grande distribution et les industriels, la disparition des marges

arrières va se faire sur le dos des consommateurs et des salariés et tout dernièrement la généralisation du travail du dimanche : Avec l'alibi du volontariat ! Et pour la CGT, une seule solution, «*amplifier les luttes privé/public pour l'augmentation des salaires, pour de vrais déroulements de carrière et la reconnaissance des qualifications. La solution n'est pas de travailler plus mais de relever le niveau de l'ensemble des rémunérations avec comme première exigence le SMIC à 1 500 euros tout de suite !*» . ■

## « Chiffre du mois »

## 332 ans de smic !

Connaissez-vous Patricia Russo ? Cette femme n'a aucun problème pour remplir son réfrigérateur et payer son loyer. PDG d'Alcatel, elle perçoit 8,5 millions d'euros de salaire par an, soit l'équivalent de 45 ans de Smic mais prend tout de même le temps d'orchestrer des milliers de licenciements ! Sera-t-elle jalouse de Gérard Mestrallet, patron du groupe Suez qui empoche 8,8 millions d'euros annuels, en profitant grassement de la privatisation d'EDF ? Franck Riboud, PDG de Danone, doit se contenter quant à lui de 8,1 millions d'euros. Alors que Christophe Margerie, maître chez Total, encaisse à peine 4,8 millions d'euros... 25 ans de Smic tout de même ! Mais on peut encore faire mieux. Pour preuve, Bernard Arnault, PDG de LVMH, dont le salaire annuel équivaut à 62,5 ans de Smic et celui de Giuliano Berretta, patron d'Eutelsatcom, qui touche la bagatelle de 21 millions d'euros... soit 109 années de smic tous les 365 jours ! Ces six grands patrons cumulent, en un an, 332 années de salaires d'un ouvrier. Pas besoin d'attendre Noël, ces possédants-là font des cadeaux toute l'année... sauf à leurs salariés.

## Le secteur de la santé touché



Après la mise en place par le gouvernement de franchises médicales s'appliquant sur les boîtes de médicaments (0,50 euro), les actes paramédicaux (0,50 euro par acte) et les transports sanitaires (2 euros par transport), l'instauration d'une participation de 1 euro par consultation, le déremboursement de nombreux médicaments entraînant par la même occasion une hausse de leur tarif, le gouvernement

s'apprête à un nouveau tour de vis sur l'assurance maladie avec un plan d'économies de 2 milliards d'euros pour l'année 2010. Comme toujours, ce sont les patients qui paieront le gros de la note avec une hausse du forfait hospitalier qui pourrait passer à 20 euros au lieu de 16. Autre piste : une baisse du taux de remboursement des médicaments à vignette bleue qui passerait de 35 % à 15 %.

## Scandales



En mars dernier, la Société générale a accordé 320 000 stock-options à quatre de ses dirigeants. L'ex-PDG de Valeo s'est vu attribuer un parachute doré de 3,2 millions d'euros. Pas moins de 51 millions d'euros ont été versés aux dirigeants d'une filiale du Crédit Agricole. Les dirigeants de GDF-Suez n'ont, quant à eux, reçu qu'un « petit » million d'euros de stock-options.

Tous ces scandales, dont la presse s'est largement fait l'écho, soulignent la volonté affichée de ces grands patrons de tirer pleinement bénéfice de la crise économique. Ce qui a suscité un bien légitime mouvement de protestation dans l'opinion publique.

## 720 euros par mois

Les 10 % de personnes les plus modestes disposent d'un niveau de vie de 9 720 euros par an, soit 3,4 fois moins que les 10 % des personnes les plus aisées. La progression du niveau de vie est plus rapide pour les plus riches : + 2,9 % contre + 1,7 % pour les plus modestes.

7,9 millions de personnes sont considérées comme pauvres, soit 200 000 de plus qu'en 2005. La moitié a un niveau de vie inférieur à 720 euros par mois.

Source Insee

Dossier réalisé par  
Solène Descaves et  
Christelle Dubureau